

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE**  

---

**RÉGLEMENTATION TEMPORAIRE**  
**DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT**  

---

**Le Maire de la Commune de ROMAGNAT (Puy-de-Dôme),**

**Vu** le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1, R 411-1, R 411-25, R 411-29, R 411-30, R 411-31, R 411-32, R 417-1,

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2211-1, L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2, L 2213-4, L 2213-16 à L 2213-19-1, L 2215-3, L 2512-14,

**Vu** les arrêtés interministériels du 22 octobre 1963 modifiés et du 24 novembre 1967 relatifs à la signalisation routière,

**Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,

**Vu** l'arrêté municipal du 23 juin 1971 approuvé par Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme le 6 juillet 1971,

**Vu** la demande présentée le **27 mars 2026** par **SOLTECHNIC**,

**Considérant** qu'en raison de travaux de reprise en sous œuvre au 112 chemin de Prat, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement par mesure de sécurité publique.

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

**Durant la période des travaux, estimée à 35 jours du 31 mars et le 05 mai 2026, l'entreprise SOLTECHNIC est autorisée à installer une benne sur le trottoir, devant le mur du 108 et face au 43 chemin de Prat au droit du 112 chemin de Prat, sur une longueur d'environ 10 mètres. En conséquence, le trottoir sera neutralisé et la chaussée rétrécie.**

Dans le cas de stationnement gênant, **une mise en fourrière sera immédiate** (Vu les articles R 417- 10 et suivants du Code de la Route).

**ARTICLE 2 :**

La mise en place de la signalisation réglementaire ainsi que l'affichage du présent arrêté seront assurés **impérativement 7 jours avant** par le pétitionnaire : **SOLTECHNIC**

**ARTICLE 3 :**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux transmis aux tribunaux compétents.

**ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible sur internet à l'adresse : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :**

La Brigade de Gendarmerie de ROMAGNAT et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié et affiché.

Fait à ROMAGNAT, le 27 mars 2026

Le Maire



Laurent BRUNMUROL

Publié et exécutoire le 30 Mars 2026